

AIN
CANTON
PLATEAU D'HAUTEVILLE
COMMUNE
<b>TENAY</b>

Liberté – Egalité - Fraternité

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
portant permis de stationnement

**N°67/2025**

**VU** la demande en date du 20 juin 2025 faite par Madame Alexandra BLANC, Trésorière du Sou des Ecoles de Tenay pour **autorisation de vente de denrées salées et sucrées sur le domaine public,**

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** le Code de la Route notamment les articles L411-1 et R 418-1 et suivants ;

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** l'état des lieux ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire (Sou des Ecoles) est autorisé à vendre des denrées salées et sucrées à l'école Primaire située 37 rue Centrale, sur le territoire de la commune de TENAY à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

**Vente :**

L'implantation du stand provisoire de vente se fera hors de la circulation des véhicules et ne devra pas apporter de gêne à l'activité d'autres personnes.

**Publicité :**

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur : articles R 418-1 et suivants du code de la route.

Aucune publicité ni pré-enseigne ne pourra être implantée sur le domaine public, à

l'exception de l'enseigne signalant l'activité qui sera positionnée sur le stand provisoire. Les enseignes ou éclairages seront disposés de manière à éviter toute confusion avec la signalisation et ne pas être éblouissants.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués en fin de journée.

### **Article 3 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 4 - Validité**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**Elle est consentie pour le vendredi 27 juin 2025 de 17H00 à 23H00.**

### **Article 5 - Publication et affichage**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à TENAY, le 20 juin 2025

B /Le Maire, Gaël ALLAIN



C. PARDO  
Adjoint au Maire

### **Diffusions**

Le bénéficiaire pour attribution ;  
La commune de TENAY pour affichage

AIN
CANTON
PLATEAU D'HAUTEVILLE
COMMUNE
<b>TENAY</b>

Liberté – Egalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N°68/2025

portant permis de stationnement

VU la demande en date du 20 juin 2025 faite par M. VIBERT Bernard, pour **une autorisation exceptionnelle de stationnement de deux véhicules de déménagement.**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1;

VU le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la Route notamment les articles L411-1 et R 418-1 et suivants ;

## ARRÊTÉ

### Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à stationner 2 véhicules de déménagement sur les places de stationnement situées devant le **91 et 93 rue Centrale** – 01230 Tenay le :

**lundi 7 juillet 2025 de 06h à 15h.**

### Article 2 - Prescriptions techniques particulières

La signalisation de l'aire de stationnement occupée et de ses abords sera mise en place par le permissionnaire.

### Article 3 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 4 - Validité

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**Elle est consentie pour la période du lundi 7 juillet 2025 de 06h à 15h**

Fait à TENAY, le 20 juin 2025

Diffusion : Le bénéficiaire pour attribution.



C. ARROS  
Adjoint au Maire